

assez fort . . . Il faut aussi mettre sur pied en Amérique centrale des institutions qui harmoniseront "tous les aspects du problème" d'une façon qui permettra à un certain nombre de tierces parties d'agir ensemble. "De nombreux pays doivent intervenir, de manière qu'aucun d'entre eux ne puisse être isolé ou qualifié de communiste." Par exemple, la mise en oeuvre d'un programme qui s'apparenterait au Plan Marshall pourrait contribuer à rassurer les États-Unis. Les pays centraméricains et ceux du groupe de Contadora verraient-ils d'un bon oeil une telle initiative? "Les gouvernements de la région doivent lancer une invitation en bonne et due forme s'ils veulent obtenir une réaction énergique de la part des tierces parties."

Sur quels plans les tierces parties devraient-elles faire porter leurs efforts? Devraient-elles faire des démarches diplomatiques auprès des États-Unis, ou s'attaquer aux problèmes en Amérique centrale même? Devraient-elles plutôt s'intéresser aux questions se rapportant expressément aux réfugiés, ou encore à des programmes d'aide économique plus vastes et plus poussés? Si l'on en croit la réaction qu'a provoquée le sondage sur la politique étrangère canadienne, l'opinion publique souhaiterait que le Canada assume un rôle plus actif en Amérique centrale. "Mais il faut que la volonté politique débouche sur des stratégies explicites. Il ne sert à rien d'élaborer une stratégie" pour ensuite se rendre compte qu'elle déplaît à un pays de la région. "Le fait de ne pas savoir ce qui est acceptable constitue un des aspects du problème." Le Canada a vu "juste" au sujet de l'Amérique centrale, mais la passivité et l'apathie qu'il a semblé manifester découlent "en partie du fait qu'il ne sait pas exactement sur quel plan il devrait faire porter ses efforts".

Un universitaire canadien a ajouté que notre pays bénéficie d'une situation unique dans l'hémisphère, en ce sens qu'il est membre de l'ONU, du Commonwealth, de la Francophonie et de l'Organisation de coopération et de développement économiques, pour ne citer que ceux-là, sans parler du fait qu'il entretient des rapports spéciaux avec les États-Unis. Peut-il mettre ses avantages à profit en Amérique centrale?

Outre qu'ils ont rappelé les idées exprimées plus tôt au sujet des MPAC économiques et des programmes d'aide aux réfugiés, divers participants ont réaffirmé que les tierces parties doivent manifester leur volonté politique et intervenir davantage sur le plan diplomatique. Pour accomplir des progrès sensibles, il faudrait sans doute obtenir la participation de tierces parties qui agiraient en qualité de répondants. "Quand un pays donné ne montre pas la voie (vers une solution), il incombe à d'autres d'assumer ce rôle. Dans une large mesure, tout dépendra de l'ampleur des efforts que des pays comme le Canada seront disposés à déployer (jusqu'à quel point seront-ils prêts à accepter